



COMMUNE DE TRUYES

DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

DOSSIER D'ARRET ET D'ENQUETE PUBLIQUE

PIÈCES ADMINISTRATIVES

Pièce n°5.0

Vu pour être annexé à la délibération d'arrêt de projet en date du 17/12/2019	
Enquête publique du au	
Vu pour être annexé à la délibération d'approbation en date du	

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 JUIN 2013



Nombre de conseillers en exercice	17
Nombre de conseillers présents	10
Nombre de conseillers votants	13

L'an deux mille treize, le 27 juin 2013 à 18 heures 30

Le Conseil Municipal de la commune de TRUYES dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude LANDRÉ, Maire,

Date de convocation du Conseil Municipal : 20 juin 2013

Présents : Mme Masveyraud, M. Connebert, Mme Faye, M. Leroy, M. Meunier, M. Pineau, M. Gaumé, M. Farinha, Mme Cairns

Pouvoirs : Mme Nguyen Van donne pouvoir à M. Landré, M. Duhamel donne pouvoir à Mme Masveyraud, M. Martinez donne pouvoir à Mme Faye

Excusés : M. Dumortier, Mme Bourdey

Absents : Mme Chica, Mme Perreault

Secrétaire : M. Farinha

Prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et définition des modalités de la concertation

Monsieur le Maire présente au conseil municipal l'intérêt de doter la commune d'un Plan Local d'Urbanisme.

Il rappelle que la révision du Plan d'Occupation des Sols actuellement en vigueur a été approuvée le 20 décembre 1994.

Depuis cette date, ce document a fait l'objet d'adaptations mineures consistant en sept modifications, une modification simplifiée, et une révision simplifiée.

Monsieur le Maire expose que l'évolution démographique de la commune, le développement du territoire à l'échelle de la Communauté de Communes du Val de l'Indre (CCVI) et du périmètre du Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) ainsi que la prise en compte des enjeux du développement durable justifient d'engager l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

Vu le code de l'urbanisme notamment les articles L123-1 et suivants et les articles R123-1 et suivants,

Vu l'avis de la commission élargie du 29 mai 2013.

Après délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- d'approuver les objectifs suivants poursuivis par la démarche d'élaboration du PLU sur l'ensemble du territoire communal, conformément à l'article L123-1 du code de l'urbanisme :
 - ❖ préserver la trame verte et la trame bleue inscrites dans le projet de territoire de la CCVI approuvé le 16 décembre 2010.
 - ❖ protéger l'espace agricole, conforter et favoriser l'implantation des agriculteurs dans les zones agricoles,
 - ❖ développer le tourisme et l'accueil en milieu rural,
 - ❖ protéger les espaces naturels, boisés et les zones humides,
 - ❖ densifier l'habitat et mixer les fonctions dans les zones urbaines,
 - ❖ favoriser les modes de déplacement doux et les transports en commun,
 - ❖ améliorer le fonctionnement des infrastructures routières,
 - ❖ conforter le tissu commercial de proximité,
- de prescrire l'élaboration du PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme,

- de définir les modalités de la concertation, conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, afin d'associer, pendant la durée de l'élaboration des études et jusqu'à l'arrêt du projet, la population, les associations locales, les syndicats intercommunaux et toutes les personnes concernées, de la façon suivante :
 - o articles dans la presse locale
 - o expositions publiques :
 - du diagnostic et des enjeux
 - du PADD
 - du projet avant arrêt
 - o articles dans le bulletin municipal et dans les supports de communication locaux
 - o trois réunions publiques
 - o communication sur le site internet de la commune
 - o mise à disposition d'un registre consultable en mairie aux jours et heures d'ouverture au public afin de recueillir les observations, avis et idées de la population
 - o tenue de permanences en mairie par Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à l'urbanisme dans la période de un mois précédent « l'arrêt du projet de PLU » par le conseil municipal.

La Municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérait nécessaire.

La concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

A l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

- de noter qu'un débat aura lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) deux mois avant l'arrêt du PLU par le Conseil Municipal conformément à l'article 123.9 du code de l'Urbanisme.
- de demander l'association des services de l'Etat pour l'élaboration du PLU.
- de solliciter une subvention « DGD Urbanisme » auprès de Monsieur le Préfet du Département d'Indre-et-Loire au titre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation de service concernant l'élaboration technique du PLU.

La présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée :

- aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
- aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au président de l'établissement public de gestion du Schéma de Cohérence Territorial,
- au président de la CCVI,
- aux Maires des communes et aux Présidents des communautés de communes limitrophes.

Conformément à l'article R 123-24 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal.

Pour extrait conforme

J.C. LANDRÉ
Conseiller général,
Maire



Acte exécutoire
Transmis en Préfecture le
Publié le

03 JUIL. 2013

03 JUIL. 2013

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 2 OCTOBRE 2018



Nombre de conseillers en exercice	19
Nombre de conseillers présents	15
Nombre de conseillers votants	16

L'an deux mille dix huit le 2 octobre à 19 H 15

Le Conseil Municipal de la commune de TRUYES dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Stéphane de COLBERT, Maire

Date de convocation : 27 Septembre 2018

Présents : Mme Beauchamp, M. Nau, M. Greiner, Mme Aurnague, Mme Rimbaud, Mme Guérineau, M. Audoux, Mme Plou, Mme Coutable, M. Berthias, Mme Faye, Mme Jahan, Mme Chicheri, M. Birocheau

Absents : Mme Robin, M. Malaguti, M..Da Silva Vale

Pouvoirs : M. Gaumé donne pouvoir à Mme Faye

Secrétaire : Mme Rimbaud

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme

Débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L151-1 et suivants,

Vu la délibération N°2013-06-A-09 du 27 juin 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, approuvant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation,
Vu la délibération n°2016-08-A-01 du 20 septembre 2016 portant débat sur le projet de PADD,

Considérant que des modifications doivent être apportées au PADD, nécessitant un nouveau débat en conseil municipal.

Vu le document relatif au débat sur les orientations générales du Plan d'Aménagement et de Développement Durable tel qu'annexé à la présente délibération et la présentation qui en a été faite en séance.

Considérant que le PLU comprend un PADD définissant :

- 1°) les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques,
- 2°) les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de la commune.

Considérant que les orientations générales du PADD de Truyes se déclinent à partir des 5 axes suivants :

- axe 1 : affirmer le rôle de pôle dynamique et structurant de la commune,
- axe 2 : conforter et développer l'activité commerciale, économique et agricole,
- axe 3 : améliorer l'accessibilité et la mobilité dans la commune,
- axe 4 : préserver les continuités écologiques et les paysages,
- axe 5 : mettre en valeur l'image de la commune, améliorer le cadre de vie.

Considérant qu'aux termes de l'article L153-12 du code de l'urbanisme, un débat à lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du PADD au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLU.

Considérant que la présente délibération n'est pas soumise au vote.

Débat :

Question : Madame Coutable observe que le document présenté en séance est très dense. Elle aurait préféré un support plus synthétique.

Réponse : le document présenté constitue la version littérale du PADD finalisée à l'issue du débat avec les personnes publiques associées. Il est apparu préférable d'un point de vue juridique et pour l'information complète de l'assemblée délibérante, de s'appuyer sur la version définitive et intégrale du document qui deviendra après approbation un élément constitutif du PLU.

Question : Mme Guérineau souhaite connaître la durée de validité du futur PLU.

Réponse : le futur PLU aura vocation à s'appliquer jusqu'en 2030, soit une durée de 12 ans.

Question : Mme Guérineau souhaite savoir si des aides financières seront possibles pour réaliser les projets de création de voies de circulations douces.

Réponse : le PLU a pour objectif de favoriser les modes de déplacement doux. Cependant, il n'est pas un document de prospective financière. Le montage financier des opérations d'aménagement sera donc décidé ultérieurement.

Question : Mme Guérineau souhaite connaître les possibilités de construction dans les hameaux.

Réponse : Monsieur le Maire souhaite « ouvrir la porte » à des possibilités de densification ou de construction dans les dents creuses des hameaux, dans la limite des enveloppes bâties existantes.

Question : Mme Coutable relève une contradiction entre la volonté affichée de densifier l'enveloppe urbaine existante et de maintenir une possibilité de construire dans les hameaux.

Réponse : il ne sera possible de construire que dans quelques hameaux retenus sur la base de critères objectifs et dans la limite de leur enveloppe existante.

Question : Mme Coutable souhaite connaître les dispositions envisagées pour modérer la consommation de l'espace.

Réponse : le PADD débattu en 2016 prévoyait un objectif de consommation d'espace de 17 hectares environ. La version définitive a ramené ce chiffre à 16 hectares, en respectant la règle fixée par le SCOT de l'Agglomération Tourangelle de 15 logements par hectare. Cet objectif répond à une réduction de plus de 5 % de la consommation d'espace par rapport à la dernière décennie.

Question : M. Nau souligne la nécessité de concilier la densification de l'habitat dans l'enveloppe urbaine existante et la préservation du cadre de vie.

Réponse : une mixité urbaine sera recherchée avec un équilibre entre des îlots de densité et des espaces « résidentiels » desserrés.

Question : Mme Rimbaud souhaite connaître la possibilité de réhabiliter des granges ou d'étendre les constructions existantes dans les hameaux.

Réponse : les granges pouvant faire l'objet d'une réhabilitation ont été recensées sur la totalité du territoire communal. Des changements de destination seront possibles sous condition pour les bâtiments d'intérêt patrimonial et/ou architectural, en tenant compte de la présence des exploitations agricoles environnantes.

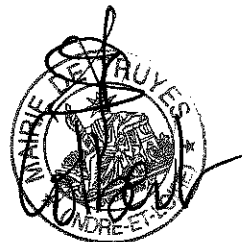
Question : M. Audoux observe que la densification dans les hameaux constituée réduit le besoin en logements dans les zones d'habitat futur, et permet donc de modérer la consommation d'espace.

Réponse : Monsieur le Maire précise que les surfaces constructibles des zones d'activités, seront considérablement réduites par rapport à l'ancien POS et localisées sur des zones dépourvues d'intérêt agricole.

Question : Mme Jahan évoque le problème du stationnement dans les zones d'habitat dense et suggère de développer des voies de circulation douce afin d'améliorer la mobilité dans la commune.

Réponse : un schéma de circulation sera mis en place, permettant de rééquilibrer les flux de circulation sur le territoire, notamment entre les deux zones de centralité du Bourg et de la Tour Carrée.

Pour extrait conforme
Stéphane de COLBERT
Maire



Acte exécutoire

Transmis en Préfecture le - 3 OCT. 2018

Publié le - 3 OCT. 2018

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 6 NOVEMBRE 2018



Nombre de conseillers en exercice	19
Nombre de conseillers présents	14
Nombre de conseillers votants	16

L'an deux mille dix huit le 6 novembre à 19 H 15

Le Conseil Municipal de la commune de TRUYES dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Stéphane de COLBERT, Maire

Date de convocation : 31 octobre 2018

Présents : Mme Beauchamp, M. Nau, M. Birocheau, Mme Aurnague, Mme Chicheri, Mme Guérineau, Mme Coutable, Mme Plou, M. Berthias, Mme Faye, M. Gaumé, Mme Jahan, M. Da Silva Vale

Pouvoirs : M. Greiner donne pouvoir à M. Birocheau, M. Audoux donne pouvoir à Mme Aurnague

Absents : Mme Robin, Mme Rimbaud, M. Malaguti

Secrétaire : M. Birocheau

Elaboration du PLU

Intégration du contenu modernisé

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme.

Vu la délibération du conseil municipal n°2013-6-A-09 en date du 27 juin 2013 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Considérant que pour les procédures d'élaboration de PLU initiées avant le 1^{er} janvier 2016, les conseils municipaux peuvent se prononcer en faveur de l'intégration du contenu modernisé du PLU au plus tard lors de l'arrêt du projet.

Après délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- que sera appliqué au futur Plan Local d'Urbanisme la partie du code l'urbanisme relative au contenu modernisé du PLU, soit l'ensemble des articles R 151-1 à R 151-55 du code de l'urbanisme entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Pour extrait conforme
Stéphane de COLBERT
Maire



Acte exécutoire

Transmis en Préfecture le **12 NOV. 2018**

Publié le

9 NOV. 2018